

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	19.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Stimm- und Wahlbeteiligung, Kommunale Ersatzwahlen
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan
Unbekannt, Autor

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan; Unbekannt, Autor 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Stimm- und Wahlbeteiligung, Kommunale Ersatzwahlen, 1991 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 19.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	7
Kantonale Ersatzwahlen	9
Kommunale Wahlen	10
Kommunale Ersatzwahlen	11
Eidgenössische Wahlen	18

Abkürzungsverzeichnis

VCS Verkehrs-Club der Schweiz

ATE Association transports et environnement (ci-devant AST)

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2017
DIANE PORCELLANA

Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).²

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées.** Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.³

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 07.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton Aargau gingen die **Sozialdemokraten und die Frauen als Siegerinnen** aus den Parlamentswahlen hervor. Die SP, welche in allen Bezirken eine Listenverbindung mit den Grünen eingegangen war, konnte ihre sieben Sitzverluste aus dem Jahre 1989 wieder ausgleichen und wurde mit 44 Mandaten und 19,8% Wähleranteil wieder zur stärksten Partei. Die bürgerlichen Parteien FDP, SVP und CVP spannten ebenfalls in vielen Bezirken zusammen. Die Erosion der FDP und vor allem der CVP setzte sich allerdings fort. Während die FDP mit vier Mandatsverlusten den Schaden begrenzen konnte, musste die CVP inklusive den Sitz der Jungen Liste Zurzach (Fraktionsgemeinschaft) acht Sitzverluste verkraften, wobei allerdings die Junge CVP (Liste Junge Leute Baden und Muri) zwei Mandate eroberte. Unter den bürgerlichen Regierungsparteien konnte einzig die SVP ihren Bestand um zwei Sitze auf 36 erhöhen und auch ihren Wähleranteil verbessern. Die Wähleranteile der vier grossen Parteien haben sich einander angenähert und bewegen sich zwischen 17,7% und 19,8%. Die Grünen verloren vier von elf Sitzen. Die kleinen Parteien der Mitte, der Landesring und die EVP, verloren je einen Sitz. Hingegen konnte die Auto-Partei wiederum kräftig zulegen. Nachdem sie bei ihrem ersten Auftritt 1989 zwölf Mandate erobert hatte, gewann sie jetzt nochmals sieben Sitze hinzu und erreichte 9,5% Wähleranteil. Den grössten Sieg verzeichneten jedoch die Frauen. Sie konnten 26 Sitze zusätzlich erobern und erreichten mit 63 Mandaten einen Anteil von 31,5%. Den höchsten Frauenanteil verzeichnete die SP mit 65,9%. Unter den zwölf abgewählten Männern war Heinrich Buchbinder (sp) der Prominenteste. Die starke Erhöhung des Frauenanteils war zum Teil auch als Reaktion der weiblichen Wahlberechtigten auf die Nichtwahl Christiane Brunners (sp) als Bundesrätin zurückzuführen. Die Stimmbeteiligung war mit 45% relativ hoch, nachdem sie 1989 mit knapp 36% einen Tiefpunkt erreicht hatte. Die höhere Beteiligung kann teilweise damit erklärt werden, dass gleichzeitig mit den kantonalen Wahlen auch eidgenössische Abstimmungen stattfanden.⁴

WAHLEN
DATUM: 07.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Walliser Grossratswahlen setzte sich der **Erosionsprozess der CVP/CSP**, welche vier Mandate von bisher 79 und 3,5% Wähleranteil einbüsste, weiter fort. Zwar ist die rückläufige Tendenz der Christlichdemokraten hier langsamer als in den anderen Landesgegenden, die CVP hat aber seit 1961 stetig Verluste hinnehmen müssen und immerhin insgesamt 13 Mandate eingebüsst. Auf der Gewinnerseite standen die FDP sowie die SP, welche je zwei zusätzliche Sitze erobern konnten. Die unter verschiedenen Namen auftretenden Liberalen (LP Sierre, Hérens, Sion, Entremont, Centre libéral et indépendant Martigny, Liste Parti chrétien-social/libéral Conthey) konnten ihren Besitzstand von fünf Mandaten halten und bilden weiterhin eine Fraktion (sie hatten nach den letzten Wahlen unter Beizug von zwei auf christlichsozialen und unabhängigen Listen gewählten Parlamentariern einen Zusammenschluss erwirkt). Die Frauen konnten ihre Sitzzahl um fünf auf 14 erhöhen (10,8%).⁵

WAHLEN
DATUM: 28.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Solothurner Wahlen ergaben sich im Gegensatz zu 1989 **nur wenige Sitzverschiebungen**. Der allgemeinen Tendenz entsprechend gehörte die CVP auch hier zu den Verliererinnen; mit drei Mandatsverlusten und 1,2% weniger Wähleranteil konnte sie den Schaden aber in Grenzen halten. Auch die GP musste einen ihrer neun Sitze abgeben. Davon profitieren konnte die SP, welche insgesamt drei Mandate hinzugewann, aber auch die FDP, die einen Sitz zurückeroberte, nachdem sie 1989 elf Mandate verloren hatte. Weder die neu antretende SVP, noch die Schweizer Demokraten oder die kleinen Parteien der Mitte, LdU und EVP, konnten einen Sitz ergattern. Für Aufsehen sorgte die Tatsache, dass sowohl die AP als auch die SD Kandidaten in andern als ihren Wohnbezirken aufstellten. Die SD blieb auch mit dieser Methode weiterhin erfolglos, während die AP mit sieben Mandaten auf dem Stand der letzten Wahlen verharrte. Auch die Jungliberale Bewegung, welche in Olten mit einer

eigenen Liste kandidierte, blieb erfolglos; in den übrigen Bezirken figurieren die Jungliberalen auf der Liste der FDP. Auf der Gewinnerseite befanden sich vor allem die Frauen, welche mit 50 Mandaten (34,7%) ihren Anteil gegenüber den letzten Wahlen mehr als verdreifachen konnten (zu Beginn der Legislatur waren es 16, am Ende 22 Rätinnen gewesen). Der sogenannte "Brunner-Effekt" führte unter anderem dazu, dass ähnlich wie im Kanton Aargau verschiedene prominente männliche Abgeordnete, darunter auch der Präsident der Solothurner SP, abgewählt wurden.⁶

WAHLEN
DATUM: 18.04.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Parlamentswahlen im Kanton Neuenburg ergab sich ein **Rechtsrutsch**. Die FDP und die LP gewannen je vier Sitze hinzu; die SP verlor sechs Sitze und 5,8% Wähleranteil. Auch die Grünen erlitten zwei Verluste (ein 1989 auf der "Liste libre" Gewählter war der Fraktion der grünen Partei "Écologie et Liberté" beigetreten). Indem die Bürgerlichen acht von zehn Sitzen, die sie im Jahre 1989 verloren hatten, zurückgewannen, konnten sie ihre knappe Mehrheit von 59 auf 67 von 115 Sitzen ausbauen. Eine längerfristige Analyse lässt erkennen, dass die Neuenburger Wahlen seit 1981 durch abwechselnde Pendelausschläge zwischen dem bürgerlichen und dem linken Lager gekennzeichnet sind. In Wähleranteilen ausgedrückt ist die LP mit 33,4% die stärkste Partei, während die SP mit 39 Sitzen aber über ein Mandat mehr verfügt. Die Stimmbeteiligung sank gegenüber 1989 um 4%, wobei in den traditionell eher links wählenden Bezirken La Chaux-de-Fonds und Le Locle eine um 7% resp. 5% geringere Beteiligung zu verzeichnen war. Im übrigen wurden verschiedene bekannte Persönlichkeiten wie der Fraktionspräsident der SP, der PdA-Parteisekretär sowie der Präsident der Neuenburger Grünen nicht mehr gewählt. Die Frauen konnten ihre Vertretung verdoppeln und erreichten einen Anteil von 32,8%.⁷

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der alljährlich eine Woche nach der Innerrhoder Landsgemeinde stattfindenden Erneuerungswahl des Innerrhoder Parlaments, in welchem neben der CVP offiziell keine anderen Parteien existieren, wurden **vier Frauen neu in den 65köpfigen Rat gewählt**, womit deren Vertretung auf sieben anstieg.⁸

WAHLEN
DATUM: 06.06.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für den Ausserrhoder Kantonsrat, die alle drei Jahre im Majorzwahlverfahren eine Woche nach der Landsgemeinde durchgeführt werden, wurden im ersten Wahlgang alle wiederkandidierenden bisherigen Ratsmitglieder bestätigt, weshalb im wesentlichen **keine Veränderung des Kräfteverhältnisses** der verschiedenen Gruppierungen stattfand. Die parteipolitische Zusammensetzung ist nur ungefähr zu bestimmen, da viele Ratsmitglieder nur einer Partei nahestehen, ihr aber nicht angehören. Rund vier Fünftel der Kantonsratsmitglieder sind der FDP zuzuordnen, die übrigen verteilen sich auf SP, CVP und SVP. Die Anzahl der Sitze im Rat wurde im übrigen von 58 auf 63 erhöht, wovon vor allem die Frauen profitieren konnten, die zehn Mandate erobern konnten (bisher vier).⁹

WAHLEN
DATUM: 10.09.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Grosse Verschiebungen in der parteipolitischen Zusammensetzung ergaben sich bei den Wahlen in den Grossen Rat des Kantons Genf. Für die **Verschiebungen im linken Spektrum** war der wichtigste Grund das Nichtzustandekommen des seit rund dreissig Jahren praktizierten Wahlbündnisses zwischen Sozialisten und Kommunisten.

Der Konflikt nahm seinen Anfang in der Genfer Regierung. Dem seit zwölf Jahren im Amt stehenden sozialdemokratischen Regierungsrat Grobet verweigerte die Parteileitung wegen der Amtszeitbeschränkung die Kandidatur für eine vierte Amtsperiode, worauf dieser aus der Partei austrat und sich auf der Liste der PdA mit dem Namen "Alliance de gauche – Parti du travail, solidarités, indépendants" als unabhängigen Kandidaten aufstellen liess. Da er sich auf einer neuen Liste bewarb, musste er gemäss den geltenden Regelungen auch für den Grossen Rat kandidieren. Die bereits vorher erarbeitete Bündnisplattform zwischen SP, PdA und Grünen wurde darauf von der SP-Generalversammlung mit 98 zu 85 Stimmen für ungültig erklärt, wodurch der Entscheid zur Listenverbindung sowohl mit der Alliance als auch mit der GP aufgehoben wurde.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 17.10.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Durch diesen Alleingang verlor die SP bei den Wahlen sechs ihrer 21 Mandate und über 5% Wähleranteil. Auch die Grünen mussten einen Verlust von fünf Sitzen sowie eine Einbusse von über 4% Wähleranteil hinnehmen. Mit 7,9% der Stimmen schaffte die GP das Quorum von 7% nur noch knapp. Von diesen Verlusten konnte die "**Alliance de gauche**" als linke Sammelbewegung mit der PdA an der Spitze profitieren. Sie erhielt 21 Sitze und 19% Wähleranteil (PdA 1989: 8 Sitze, 8,0% Wähleranteil). Damit erhöhte der rot-grüne Block seine Vertretung um insgesamt zwei Sitze auf 44. Die bürgerliche "Entente", zusammengesetzt aus FDP, CVP und LP, legte insgesamt sieben Mandate zu und erreichte mit 56 von hundert Sitzen eine komfortable Mehrheit in der Legislative. Innerhalb der Entente gewannen die LP fünf und die FDP zwei Sitze hinzu, während die CVP mit 14 Mandaten stagnierte. Die insgesamt neun **Sitzgewinne des bürgerlichen und rot-grünen Lagers gingen alle auf Kosten des rechtsnationalistischen, aus der früheren Vigilance entstandenen "Mouvement patriotique genevois (MPG)"**, welches nicht mehr als eigene Liste, sondern zusammen mit der SVP erfolglos unter dem Listennamen "Unis pour Genève" antrat. Als Konkurrenz vor allem zur CVP, teilweise aber auch zum radikal-liberalen Lager kandidierte erstmals eine rechtsbürgerliche Liste namens "Défi – pour une économie forte et imaginative", die aus Kreisen des Gewerbes und der Auto-Partei entstanden war. Mit 3,2% Wähleranteil blieb aber auch sie chancenlos. Der Frauenanteil stieg von 32 auf 36%, wobei die weibliche Vertretung wiederum bei der SP am höchsten ausfiel (60%). Von allen kantonalen Parlamenten blieb damit dasjenige Genfs das frauenfreundlichste.¹¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Anhieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und büsste gesamtschweizerisch – vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden – nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, büsste aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

WAHLEN
DATUM: 13.03.1994
EVA MÜLLER

Im Nidwaldner Landrat konnte die **CVP** mit drei Sitzgewinnen die **absolute Mehrheit zurückerobern** und hält nun 33 der 60 Sitze. Ein Sitzgewinn ging auf Kosten der Liberalen (fdp), die anderen zwei auf Kosten der rot-grünen Oppositionspartei Demokratisches Nidwalden, die neu nur noch sechs Mitglieder stellt. Deren Kampf gegen die Nagra-Endlagerpläne am Wellenberg, vorab aber die Kritik an der Exportpolitik der Pilatus-Flugzeugwerke, wurden vom Stimmvolk nicht honoriert. Die Frauen, allesamt bürgerlich, konnten ihre Sitzzahl um sechs auf 13 erhöhen.¹²

WAHLEN
DATUM: 22.03.1994
EVA MÜLLER

Im Baselbiet wurde der Landrat mit sechs **Laufentaler Sitzen** von 84 auf 90 Sitze aufgestockt. Dabei war der Wahlausgang geprägt vom jahrelangen und ziemlich ausgeglichenen Kampf um die Kantonszugehörigkeit des Laufentals: **Pro-Berner und Pro-Baselbieter erhielten je drei Sitze**. Bei einer Stimmbeteiligung von 49% ging die Liste der FDP und Proberner (VBL) dank eines Restmandats mit drei Sitzen als klarer Sieger der Ergänzungswahlen hervor, die basellandfreundlichen Freisinnigen gingen leer aus. Zwei Mandate gingen an die CVP, lediglich eines an die SP. Keinen Erfolg erzielen konnten die im Laufental neu gegründete SVP und die SD. Leer gingen auch die Frauen aus; sämtliche neuen Sitze gingen an Männer.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 27.03.1994
EVA MÜLLER

Im 55köpfigen Obwaldner Kantonsrat konnte die **CVP** mit neu 37 Sitzen zwei Mandate hinzugewinnen; zehn ihrer Abgeordneten gehören dem christlich-sozialen Flügel an. Innerhalb der Fraktion kam es insofern zu einer Gewichtsverschiebung, als die CVP einen Sitz einbüsste und die **CSP** drei Sitze hinzugewinnen konnte. Die CVP allein verlor damit ihre absolute Mehrheit. Die Liberalen (FDP) konnten ihre Sitze halten, das Demokratische Obwalden verlor einen der bisher fünf Sitze. Die Auto-Partei, die zum zweiten Mal antrat, konnte ihren Wähleranteil von 0,2% im Jahre 1990 nicht erhöhen. Fast verdoppeln konnten die **Frauen** ihren Anteil mit neu elf Kantonsrätinnen. Die Stimmbeteiligung von 43% fiel für Obwaldner Verhältnisse tief aus.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 17.04.1994
EVA MÜLLER

Bei der Wahl des 200köpfigen Berner Grossrats konnten die **Parteien des rechten Spektrums** zulegen: die Auto-Partei (heute Freiheits-Partei) erzielte mit einem aggressiven Wahlkampf fünf Sitzgewinne und hält neu sechs Mandate, die Eidgenössisch-Demokratische Union erzielte einen Sitzgewinn. Trotz Gewinnen am rechten Rand dürften sich die politischen Gewichte jedoch nur geringfügig verschieben: die klar dominierenden bürgerlichen Parteien SVP (71) und FDP (35) gehen mit unveränderter Sitzzahl in die nächste Legislatur und behalten so eine Mehrheit von 106 Sitzen. Die SP bleibt trotz drei Sitzverlusten mit 54 Mandaten die zweitgrösste Partei im Grossen Rat. Über die Klinge springen musste jedoch als prominentestes Opfer der SP der noch amtierende Grossratspräsident Peter Bieri. Die Schweizer Demokraten, der LdU und die CVP verloren je einen Sitz. Die EVP konnte drei Sitze dazugewinnen, das Grüne Bündnis zwei. Vier Sitze verloren dafür die in der GPS organisierten Grünen: die Grüne Partei Bern ist neu nicht mehr im Parlament vertreten, während Junges Bern/Freie Liste noch auf zehn (-2) Mandate kommt. Eigentliche Gewinnerinnen dieser Kantonalwahlen waren die **Frauen**, welche 16 Grossratsmandate zulegen konnten und nun 51 von 200 Sitzen stellen. Unter den 21 abgewählten Grossräten befand sich keine einzige Frau.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 01.05.1994
EVA MÜLLER

Im 120köpfigen Bündner Grossen Rat kam es, wie das Majorzsystem erwarten liess, zu keinen grossen parteipolitischen Verschiebungen. Die **Bürgerlichen dominieren** in Graubünden **fast unverändert**, wobei die zwei stärksten Parteien SVP und CVP je einen Sitz einbüssten; die FDP realisierte zwei Gewinne. Die CSP und die DSP konnten ihre Sitze halten, die SP verlor einen Sitz. Nicht mehr im Parlament vertreten sind die Unabhängige Demokratische Partei Davos und die Linke Alternative. Gut schnitten die Frauen ab: der Frauenanteil erfuhr mit neu 18 Kantonsrätinnen eine Verdoppelung.¹⁶

WAHLEN
DATUM: 29.05.1994
EVA MÜLLER

Bei den Landratswahlen im Kanton Glarus konnte die **FDP** als einzige Partei ihre Sitzzahl vergrössern (+4). Die Gewinne gingen auf Kosten der SVP (-1) und der SP (-1). Zwei lokale Gruppierungen, die Freie Liste Mitlödi und Junge Biltner, die 1990 je einen Sitz gewannen, traten nicht mehr an. Die CVP und die Grünen konnten ihre Sitze im 80köpfigen Landrat verteidigen. Mit neu sechs Landrätinnen bleiben die Frauen in Glarus weiterhin stark untervertreten. Wiesen 1990 die Kantone Schwyz und Appenzell Innerrhoden noch einen geringeren Frauenanteil auf, so verzeichnete Glarus Ende 1994 **gesamtschweizerisch den geringsten Frauenanteil**.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 23.10.1994
EVA MÜLLER

Das jurassische Stimmvolk entschied sich bei den Parlamentswahlen für **stabile Verhältnisse**. Im sechzigköpfigen Parlament kam es nur gerade zu einer Sitzverschiebung: Die CVP gewann einen Sitz und konnte ihre Sitzzahl von 21 auf 22 erhöhen, während die linksgrüne Gruppierung Combat socialiste einen ihrer drei Sitze verlor. Die FDP mit 15, die SP mit 12, die CSP mit 8 und die SVP mit einem Sitz verfügten über eine unveränderte Sitzzahl. Die Grünen, die erstmals antraten, schafften den Sprung ins Parlament nicht. Der Frauenanteil blieb mit 13,3% unverändert.¹⁸

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 05.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton Uri war die parteipolitische **Zusammensetzung der Regierung (4 CVP, 2 FDP, 1 SP) auch nicht bestritten**. Als Nachfolger für den zurücktretenden Land- und Forstwirtschaftsdirektor Zurfluh (cvp) wurde Martin Furrer gewählt. Die sechs bisherigen Regierungsräte wurden alle bestätigt. Das beste Resultat erreichte der neue Landammann Stadler. Zum ersten Mal gelang es der SP, den Landesstatthalter (Stellvertreter des Landammanns) in der Person von Alberik Ziegler zu stellen. Die Wahlbeteiligung lag bei 44,6%.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 26.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Von den zwölf Kandidaten für die siebenköpfige Schwyzer Regierung erreichten nur zwei im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von 38,4% das absolute Mehr: Landammann und Finanzdirektor Marty (cvp) und seine Parteikollegin Margrit Weber-Röllin. Der zweite Wahlgang brachte **keine Änderung der seit 1944 geltenden "Zauberformel"** für die parteipolitische Zusammensetzung (4 CVP, 2 FDP, 1 SP). Überraschend war aber, dass die beiden bisherigen Regierungsräte Bruhin (fdp) und Wyrsch (sp) hinter die drei Neuen, Kälin (cvp), Camenzind (fdp) und Inderbitzin (cvp) zu stehen kamen. Die Beteiligung betrug im zweiten Wahlgang lediglich 14,4%, was die niedrige Motivation der Bevölkerung angesichts der drei sich gegenseitig unterstützenden Regierungsparteien widerspiegelte. Die zwei grünen Kandidaten sowie jener der Demokratischen Autopartei stellten keine ernstzunehmende Konkurrenz dar.²⁰

WAHLEN
DATUM: 30.08.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Spannungslos und ohne Überraschungen verlief die Bestätigung der fünf bisherigen Regierungsräte im Kanton Schaffhausen, da **weder Demissionen noch Kampfkandidaten** angesagt waren. Ein besonderes Merkmal dieser Wahlen bestand in der Tatsache, dass die Mehrheit der Stimmzettel (über 58%) leer oder ungültig eingegeben wurde. Das beste Resultat erzielte Ernst Neukomm (sp). Die Beteiligung sank von 68,2% bei den letzten Wahlen auf 60,2%.²¹

WAHLEN
DATUM: 20.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der Gesamterneuerungswahl der fünfköpfigen Aargauer Regierung, welche seit 1988 nicht mehr im selben Jahr wie die Parlamentswahlen stattfindet, kämpften sieben Kandidaten und eine Kandidatin um die Wählergunst. Die frei werdenden Sitze der zwei zurücktretenden Regierungsräte, Rickenbach (fdp) und Schmid (sp), liessen eine **Konkurrenzsituation innerhalb der bürgerlichen Parteien** entstehen, da die SVP einen zweiten Sitz forderte. Ausserdem stellte die Auto-Partei, welche über 13,2% Wähleranteil verfügt, National- und Grossrat Moser als Kampfkandidat gegen den sozialdemokratischen Bewerber auf, der den seit 1985 einzig verbliebenen Sitz seiner Partei verteidigte. Im ersten Wahlgang schafften die drei Bisherigen Wertli (cvp), Siegrist (svp), Pfisterer (fdp) sowie Nationalrat Silvio Bircher (sp), Nachfolger für den bisherigen Erziehungsdirektor Schmid, das absolute Mehr. (Für Bircher rückte der 1991 abgewählte Zbinden in den Nationalrat nach.) Die **hohe Stimmbeteiligung von 59,9% war unter anderem darauf zurückzuführen, dass die Wahlen gleichzeitig mit der Abstimmung über den Beitritt zum EWR stattfanden**. Im zweiten Wahlgang gelang es der freisinnigen Kandidatin Stéphanie Mörikofer, den zweiten Sitz der FDP gegen die Bewerber der SVP und EVP sowie gegen den wild kandidierenden und von der Auto-Partei unterstützten Luzi Stamm (fdp) zu verteidigen. Die als erste Frau in die Aargauer Regierung gewählte Kandidatin distanzierte ihren Herausforderer aus der SVP mit über 14'000 Stimmen klar. Wie üblich in zweiten Wahlgängen fiel die Stimmbeteiligung mit 22% sehr gering aus.²²

WAHLEN
DATUM: 18.04.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Wie bei den Neuenburger Parlamentswahlen fand auch bei den Wahlen in die Regierung **ein Rechtsrutsch** statt. Es gelang dem Bürgerblock, zusammengesetzt aus FDP und LP, **die seit 1989 herrschende rot-grüne Dominanz in der Regierung schon im ersten Wahlgang zu sprengen**. Pierre Hirschy (lp), welcher erst seit 1992 im Amt ist, erreichte das beste Resultat, gefolgt von seinem Parteikollegen Jean Guinand, welcher die Nachfolge von Jean Cavadini übernahm. Ebenfalls neu in die Regierung wurde Maurice Jacot (fdp) gewählt. Die beiden bisherigen Sozialdemokraten Francis Matthey und Pierre Dubois landeten auf den beiden letzten Plätzen. Der Parteilose, dem links-grünen Lager zugehörige und von der SP, PdA und der GP unterstützte Michel von Wyss wurde nicht mehr gewählt. Diese Abwahl wurde nicht zuletzt auch seiner Profillosigkeit sowie seiner umstrittenen Spitalpolitik zugeschrieben.²³

WAHLEN
DATUM: 14.11.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Genfer Regierungswahlen, welche jeweils vier Wochen nach den Parlamentswahlen stattfinden, waren einerseits durch die Trennung des bisherigen SP-Regierungsrats Grobet von seiner Partei geprägt, andererseits hatte der Bürgerblock durch die erfolgreichen Parlamentswahlen Auftrieb erhalten. Die bürgerliche Entente stellte eine Siebner-Liste auf, während sich die neu gegründete "Alliance de gauche" zusammen mit der SP und den Grünen erst nach langem Zögern und internen Grabenkämpfen für eine gemeinsame Sechser-Liste entschieden. Die Strategie der bürgerlichen Parteien, alles auf eine Karte zu setzen und dem durch die internen Spannungen geschwächten links-grünen Spektrum keinen Sitz mehr zuzugestehen, hatte bei der Wählerschaft Erfolg. Zum ersten Mal in der Nachkriegsgeschichte **eroberten die bürgerlichen Parteien sämtliche Regierungssitze**. Die FDP konnte ebenso wie die LP einen zusätzlichen Sitz gewinnen. Ihr bisheriger Staatsrat, Guy-Olivier Segond, erreichte das beste Resultat, während der neue Gérard Ramseyer das Schlusslicht bildete. Die Liberalen konnten neben ihren beiden Bisherigen, Olivier Vodoz und Claude Haegi, mit Martine Brunschwig Graf die erste Frau in die Genfer Regierung Einsitz nehmen lassen. Bei der CVP wurde der Bisherige Jean-Philippe Maître als Drittbester wiedergewählt, während der Neue Philippe Joye auf dem zweitletzten Rang landete. Entgegen den Erwartungen aufgrund des guten Resultates bei den Parlamentswahlen landete der umstrittene Grobet unter den nichtgewählten rot-grünen Kandidaten sowohl hinter den beiden Sozialdemokraten, der erstmals kandidierenden Micheline Calmy-Rey und dem Bisherigen Bernard Ziegler, als auch dem Grünen Rebeaud. Ganz abgeschlagen waren der Linksalternative Ducommun der Liste "Solidarités" und PdA-Nationalrat Jean Spielmann. Die Wählerschaft der Entente, von welcher nur ein Fünftel die Einheitsliste verändert eingelegt hat, zeigte mehr Linientreue als die Linke, deren Anhängerschaft ihre Einheitsliste zu einem Drittel verändert in die Urne legte. Unter den Verlierern war also nicht nur die SP wie bei den Parlamentswahlen, sondern die gesamte Linke. Die Stimmbeteiligung von 41,9% war deutlich höher als bei den letzten Regierungswahlen (33,2%) und bei den Parlamentswahlen (35,4%).²⁴

WAHLEN
DATUM: 30.12.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den **Wahlen in die Kantonsregierungen** erlitten die links-grünen Kräfte Niederlagen in den Kantonen Genf, wo die Linke gänzlich aus der Exekutive verdrängt wurde, und Neuenburg, wo die bis 1989 geltende Formel der parteipolitischen Zusammensetzung der Regierung wieder hergestellt wurde. Die Walliser Regierung blieb parteipolitisch gleich zusammengesetzt, im Kanton Solothurn blieb sogar die personelle Besetzung unverändert. Erstmals ist in Genf eine Frau in der Exekutive vertreten. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern elf (6,6%) von Frauen besetzt.

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Wahlen in die Kantonsregierungen kam es parteipolitisch in **vier Kantonen** zu einer **neuen Zusammensetzung**: In Glarus konnte die SP der CVP einen Regierungssitz wegnehmen, in Baselland gewann die CVP einen Sitz auf Kosten der SVP. Im Waadt verlor die FDP einen Sitz zugunsten der Grünen, während im Jura der Combat socialiste und die CSP ausschieden und der FDP und der SP den Wiedereintritt in die Regierung ebneten. Auffällig ist die **Nichtbestätigung** gleich **dreier bisheriger Regierungsmitglieder**: Jules Landolt (cvp, GL), Odile Montavon (combat socialiste, JU) und Philippe Pidoux (fdp, VD) wurden nicht wiedergewählt. Deutlich ist auch die **Zunahme des Frauenanteils** in den Exekutiven: Baselland und Zug wählten ihr erstes weibliches Regierungsmitglied, während Appenzell Ausserrhodens auf Anhieb zwei Frauen in die Regierung schickte und damit dem Beispiel des Kantons Bern folgte, der mit Elisabeth Zölch ebenfalls eine zweite Frau in die Regierung gewählt hat. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern 16 (9,6%) von

Frauen besetzt (1993: 11; 6,6%).

WAHLEN

DATUM: 13.03.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen der Bündner Regierung erreichten im ersten Wahlgang nur die drei Bisherigen Peter Aliesch (fdp), Joachim Caluori (cvp) und Luzi Bärtsch (svp) das absolute Mehr. Ein für sie **enttäuschendes Resultat** erreichte die zuvor als chancenreich gehandelte, aber im Wahlkampf stark angegriffene **sozialdemokratische Kandidatin Anna Ratti**, die deshalb nicht zum zweiten Wahlgang antrat. Somit bleibt die **SP weiterhin, und das seit 1971, von der kantonalen Exekutive ausgeschlossen**. Im zweiten Wahlgang wurden erwartungsgemäss auch der Bisherige Aluis Maissen (cvp) und der Neue Klaus Huber (svp) gewählt, welcher den zurücktretenden Christoffel Brändli (svp) ersetzt. Die Beteiligung im zweiten Wahlgang war mit 16,3% mager, weil die zwei Regierungssitze nach dem Rückzug von Anna Ratti konkurrenzlos bereitstanden.²⁵

WAHLEN

DATUM: 31.12.1995
EVA MÜLLER

Obwohl gleich zwei **Regierungssitze** neu zu besetzen waren – die erste Regierungsrätin der Schweiz, Hedi Lang (sp), und Alfred Gilgen (ex-Ldu) traten zurück –, erlebte der **Kanton Zürich** einen für seine Verhältnisse ruhigen Wahlkampf. Die SVP, die nur ein Jahr zuvor mit ihrer Wahlkampagne zu den Regierungswahlen der Stadt Zürich die ganze Schweiz polarisiert hatte, gab sich dieses Mal moderat. Schon früh war klar, dass die **Entscheidung zwischen drei Frauen** fallen würde. Das Rennen machten schliesslich Rita Fuhrer (svp), die vom geschlossenen Auftreten des bürgerlichen Fünftickets profitierte, und die Parteipräsidentin der Grünen, Nationalrätin Verena Diener. Die SP-Kandidatin Vreni Müller-Hemmi erreichte zwar das absolute Mehr, fiel aber als überzählig aus der Wahl. Die SVP hat damit ihren 1991 an die SP verlorenen zweiten Sitz zurückerobert, während die **Grünen erstmals in der Zürcher Regierung** vertreten sind. Die fünf wiederkandidierenden Regierungsräte waren ungefährdet: Das Spitzenresultat erzielte wie vier Jahre zuvor Finanzdirektor Eric Honegger (fdp), gefolgt von Ernst Buschor (cvp), Ernst Homberger (fdp), Moritz Leuenberger (sp) und Hans Hofmann (svp). Keine Chance hatten hingegen LdU-Kandidat Anton Schaller und Ernst Frischknecht (evp). Die Wahlbeteiligung betrug nur gerade 36,7 Prozent, obwohl die briefliche Wahl in Zürich kurz zuvor erleichtert worden war.²⁶

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN

DATUM: 16.02.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Als Nachfolger des in den Nationalrat gewählten Comby (fdp) wurde Serge Sierro (fdp), Stadtpräsident von Sierre, gewählt. Da im Kanton Wallis **keine stillen Wahlen erlaubt** sind, kam die normale Wahlprozedur, obwohl sich nur ein Kandidat für die Nachfolge Combys bewarb, zur Anwendung. Bei einer Wahlbeteiligung von 36,3% legten mehr als ein Viertel einen leeren Wahlzettel ein.²⁷

WAHLEN

DATUM: 17.05.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den aus gesundheitlichen Gründen zurückgetretenen (und kurz nach der Ersatzwahl verstorbenen) René Bärtschi (sp) wurde **Dori Schaer-Born (sp) bei einer Wahlbeteiligung von 34,1 % in die Berner Regierung gewählt**. Nach Leni Robert ist damit zum zweiten Mal eine Frau in die Berner Kantonsregierung gewählt worden. Sie distanzierte ihre Herausforderer von der Auto-Partei und der Eidgenössisch-Demokratischen Union – der Kandidat der EDU wurde auch vom kantonalen Gewerbeverband unterstützt – sehr deutlich.²⁸

WAHLEN

DATUM: 17.05.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den zurückgetretenen Max Egger (cvp) wurde in Solothurn im zweiten Wahlgang bei einer Beteiligung von 40,8% **Thomas Wallner (cvp) gewählt**. Nationalrat Ernst Leuenberger (sp), welcher den im Jahre 1985 an die CVP verlorenen Regierungssitz zurückerobern wollte, wurde im zweiten Wahlgang relativ deutlich distanziert, nachdem im ersten Durchgang die Resultate der beiden Kandidaten noch sehr nahe beieinander gelegen hatten.²⁹

WAHLEN
DATUM: 27.06.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Ersatzwahlen für die zurückgetretenen jurassischen Regierungsräte Mertenat (sp) und Brahier (fdp) erreichte im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von nur 42,9% (1990: 1. Wahlgang: 61,6%) keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Die beiden Kandidaten der SP und der FDP, Jacques Stadelmann und Ständerat Michel Flückiger, landeten hinter Odile Montavon von der links-grünen Organisation "Combat socialiste" und Pierre Kohler (Junge CVP). Im zweiten Wahlgang, bei welchem die Beteiligung 52,4% betrug, wurden überraschenderweise **beide Aussenseiter gewählt**. Der 29-jährige, auf einer freien Liste kandidierende Kohler erreichte mit einem Stimmenanteil von 45,5% das beste Resultat, während Odile Montavon, welche bei den letzten Gesamterneuerungswahlen im zweiten Wahlgang unterlegen war, an zweiter Stelle mit 37,9% der Stimmen gewählt wurde. Stadelmann und Flückiger erzielten nur 31,5% resp. 30,1%. Ohne eigene Kandidatur hat die CVP somit in der Regierung die Mehrheit erlangt, und anstelle der SP vertritt Combat socialiste, welcher im Parlament nur mit drei Sitzen repräsentiert ist, fortan die Anliegen der Linken. Mit Odile Montavon wurde zum ersten Mal eine Frau in die jurassische Regierung gewählt. Wiederum muss die ursprünglich antiseparatistische FDP, wie von Beginn der Kantonsgründung im Jahre 1978 bis 1986, auf eine Regierungsbeteiligung verzichten.³⁰

Kommunale Wahlen

WAHLEN
DATUM: 27.09.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Sankt Galler Stadtrat (Exekutive) blieb die **parteipolitische Zusammensetzung (2 CVP, 2 FDP, 1 SP) gleich**; für das Amt des abtretenden Karl Rudolf Schwizer (cvp) kam es zu einer Kampfwahl, wobei aber der Herausforderer des LdU, Reto Antenen, gegen den von der CVP nominierten Nachfolgekandidaten Franz Hagmann klar unterlag. Das beste Ergebnis erzielte der bisherige Stadtammann Christen (sp). Die Stimmbeteiligung bei den Exekutivwahlen fiel mit 51% relativ hoch aus.³¹

WAHLEN
DATUM: 24.01.1993
AUTOR UNBEKANNT

Gleichzeitig mit der Wahl der Berner Gemeinderäte fand auch die Wahl für das bisher vom Freisinnigen Bircher gehaltene **Stadtpräsidium** statt. Im ersten Wahlgang erreichte niemand das absolute Mehr. 43,2% der Stimmen entfielen auf **Klaus Baumgartner (sp)**, Theres Giger (fdp) erzielte 28,2% und Josef Bossart (cvp) 17%. Im zweiten Wahlgang wurde, nachdem die freisinnige Giger nicht mehr kandidierte, Klaus Baumgartner von rund 62% der Stimmenden bei einer Beteiligung von 33,7% gewählt. Sein Konkurrent Bosshart (cvp), welcher von den rechtspopulistischen Parteien, nicht aber von FDP und SVP unterstützt wurde, erhielt 36% der Stimmen.³²

WAHLEN
DATUM: 14.11.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Wahlen in die siebenköpfige **Exekutive** von Lausanne erreichte im ersten Wahlgang keiner der zwölf Kandidaten das absolute Mehr. Immerhin konnten sich alle vier bisherigen Regierungsmitglieder des rot-grünen Spektrums vor den Kandidaten der bürgerlichen Entente und den Aussenseitern plazieren, wobei der Grüne Bréaz an der Spitze landete. Im zweiten Wahlgang wurde bei einer Beteiligung von 30% sowohl die bisherige **Mehrheit der rot-grünen Regierung** als auch die parteipolitische Zusammensetzung **bestätigt**. Das beste Resultat erzielte Pierre Tillmanns (sp), gefolgt von Bréaz (gp), Stadtpräsidentin Yvette Jaggi (sp) und Jean-Jacques Schilt (sp). Auf der Seite der bürgerlichen Entente, welche eine Viererliste mit drei Freisinnigen und dem bisherigen Liberalen Rosset präsentierte, wurde der bisherige Finanzdirektor und Nationalrat Olivier Chevallaz (fdp) abgewählt. Für die FDP wurden die beiden Neuen Francis Thévoz – ein ehemaliger Linker, der erst im zweiten Wahlgang von seiner Partei nominiert worden war – und Doris Cohen-Dumani gewählt.³³

WAHLEN
DATUM: 06.03.1994
EVA MÜLLER

Die Wahlen des Stadtrates und des Gemeinderates waren in Zürich durch einen **aussergewöhnlich harten Kampf** geprägt. Zürcher Wahlkampfthemen wie das Wohlgroth-Areal und die SVP-Inseratekampagne über "die Linken und die Netten" (mit den Netten waren die anderen bürgerlichen Parteien gemeint) fanden in der ganzen Schweiz Beachtung, wobei vor allem der politische Stil umstritten war. Die SVP-Negativ-Kampagne, welche die Schuld an Kriminalität, Drogenelend und Arbeitslosigkeit in Zürich pauschal der linken Regierungsmehrheit in die Schuhe schob und nicht davor zurückschreckte, in ihren Inseraten eine falsche Graphik zur Kriminalität zu verwenden, fiel jedoch nicht nur durch ihre argumentatorische Härte auf. Sie **wurde auch als der teuerste Wahlkampf eingeschätzt, den eine Lokalpartei in der Schweiz je geführt hat**.

In der Zürcher Stadtregierung kam es dann nicht zur angestrebten bürgerlichen

Wende: Die bürgerlichen Parteien konnten ihre Vertretung auf Kosten der EVP zwar von drei auf vier Mandate erhöhen, doch die rot/grün/christlich-soziale Mehrheit stellt mit der Wahl von Monika Stocker (gp) weiterhin fünf von neun Stadtratsmitgliedern. Mit Monika Stocker sind die Grünen erstmals in der Stadtzürcher Exekutive vertreten; sie übernahm den Sitz der zurücktretenden parteilosen Emilie Lieberherr (ex-sp). Die SP besetzt mit ihren Bisherigen Ursula Koch, Josef Estermann und Robert Neukomm unverändert drei Sitze. Die CVP konnte ihren Sitz mit Wolfgang Nigg halten, nachdem sie sich von Willy Küng getrennt hatte. Willy Küng erreichte als von der CSP portierter Parteiloser dann gerade noch den neunten Regierungssitz. Die beiden Freisinnigen Hans Wehrli und Thomas Wagner, dieser mit dem Spitzenresultat, wurden wiedergewählt; einen dritten FDP-Sitz gewann zudem Kathrin Martelli (fdp) mit dem viertbesten Resultat. (Wehrli (fdp) war 1992 in einer Ergänzungswahl für den zurücktretenden Kaufmann (ex-sp) gewählt worden.) **Ruedi Aeschbacher (evp) wurde nach 16 Jahren Amsttätigkeit abgewählt.** Als einziger amtierender Stadtrat war er weder auf der rot-grünen noch auf der bürgerlichen Sechserliste aufgeführt und wurde Opfer des stark polarisierten Wahlkampfes. Die Wahl verpasst hat auch Andreas Müller (svp), der zudem erfolglos als bürgerlicher Herausforderer gegen den sozialdemokratischen Stadtpräsidenten Estermann antrat.

Anders als in der Exekutive **büsste die Linke im Gemeinderat mit neun Sitzverlusten ihre 1990 errungene absolute Mehrheit ein.** Neu stehen 55 Sitze der rot-grünen Parteien 57 bürgerlichen Sitzen gegenüber. Die SVP verzeichnete einen Erdrutschsieg: ihre Fraktion im Zürcher Stadtparlament wuchs um zwölf auf 19 Sitze; die FDP legte drei Sitze zu. Die CVP büsste weitere zwei Sitze ein, die SD verlor einen Sitz, während die Auto-Partei ganz leer ausging. LdU und EVP verloren einen resp. zwei Sitze. Die SP behauptete sich trotz vier Sitzverlusten als stärkste Partei, verloren haben aber ihre Partner: Die Grünen büssten die Hälfte ihrer Sitze ein und kamen noch auf fünf Mandate. Die Alternative Liste gab zwei Sitze an die Frauenliste FraP ab, die neu auf fünf Sitze kommt. Die Vertretung der Frauen erhöhte sich um sieben auf 47 von insgesamt 125 Mandaten (37,6%).³⁴

Kommunale Ersatzwahlen

Nachdem der im Dezember 1992 bei den letzten Gesamterneuerungswahlen bestätigte Stadtberner Finanzdirektor Josef Bossart (cvp) auf Druck der neuen rot-grünen Regierungsmehrheit in die Gesundheits- und Fürsorgedirektion wechseln musste, trat er im Januar zurück. Als Nachfolgerin wurde **Stadträtin Ursula Begert (svp) nominiert und bei einer Stimmbeteiligung von 23,1% gewählt.** Der von der AP und den SD unterstützte Gegenkandidat, Jean-Daniel Flückiger von der EDU, blieb chancenlos. Mit der Wahl Begerts konnte die SVP ihren 1992 verlorenen Sitz wieder zurückgewinnen und verdrängte gleichzeitig die CVP aus der Regierung. Die Wahl Begerts hat auch eine historische Dimension, weil zum ersten Mal in einer schweizerischen Exekutive die Frauen die Mehrheit bilden.³⁵

Fürsorge- und Umweltdirektor **Pierre Tillmanns (sp)**, der Kopf der Linksallianz, **stellte im Berichtsjahr sein Amt zur Verfügung**, nachdem er im vergangenen Jahr in den Nationalrat gewählt worden war. Als Kandidat der SP wurde der im Bundesamt für Statistik tätige Historiker Jean-Christoph Bourquin aufgestellt. Gegen die Linksallianz zog der **Freisinnige Olivier Français** als Sprengkandidat in den Kampf. Zwei weitere Kontrahenten stellten sich zur Wahl, der parteilose Künstler François-Xavier Martin und der ehemals Freisinnige Bertrand Sonnay, der sich für die Gruppe der „Nichtstimmenden“ aufstellen liess. Im zweiten Wahlgang setzte sich der FDP-Kandidat mit 155 Stimmen Vorsprung gegen Bourquin durch. In der Lausanner Exekutive verfügt die Linke (sp, pda, gp) weiterhin über die absolute Mehrheit.³⁶

Ende des Vorjahres **gab Aurelia Favre (sp)**, zermürbt durch ständige Angriffe seitens der SVP, **vorzeitig ihren Rücktritt bekannt.** Um einen zweiten Sitz im siebenköpfigen Stadtrat (3 SP, 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP) zu erobern, schickte die SVP Nationalrat Jürg Stahl ins Rennen. Die SP kandidierte mit ihrer Fraktionspräsidentin Pearl Pederngana, die EVP portierte Ruth Kleiber. Im ersten Wahlgang vom 4. März lag Stahl mit 63 Stimmen Vorsprung auf dem ersten Platz, verfehlte aber das absolute Mehr um 1600 Stimmen. Auch der zweite Wahlgang vom 1. April wurde zu einem Kopf-an-Kopf-Rennen: Die erste Auszählung ergab 37 Stimmen Vorsprung für Pederngana, die Nachzählung kippte das

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

WAHLEN
DATUM: 12.03.2000
DANIEL BRÄNDLI

WAHLEN
DATUM: 01.04.2001
MAGDALENA BERNATH

Resultat mit nur einer einzigen Stimme Vorsprung zugunsten von Stahl. Da der Zürcher Regierungsrat eine Beschwerde der SP guthiess, musste Winterthur die Stimmzettel des zweiten Wahlgangs nochmals auszählen. Nach einer elfstündigen Nachzählung am 30. September – es musste solange gezählt werden, bis zweimal dasselbe Ergebnis vorlag – kehrte das Wahlergebnis erneut. Nun **erhielt Pedergrana eine einzige Stimme mehr als Stahl**. Dieser akzeptierte seine Niederlage. Da auch gegen diese Nachzählung zwei Beschwerden eingereicht wurden, die der Zürcher Regierungsrat aber abwies, konnte Pedergrana ihr Amt erst am 22. November, nur dreieinhalb Monate vor den Gesamterneuerungswahlen im März 2002, antreten.³⁷

WAHLEN

DATUM: 10.07.2005

MAGDALENA BERNATH

Für die **Nachfolge des in die Zürcher Regierung gewählten Hans Hollenstein (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Michael Künzle, Staatsanwalt und Fraktionschef im Stadtparlament. Die Grünen schickten ihre kantonale Kopräsidentin, Marlies Bänziger, ins Rennen, und die SVP setzte auf Gemeinderätin Gisela Beutler. Im ersten Wahlgang von Anfang Juni erzielte CVP-Kandidat Künzle, der auch von der FDP und der EVP unterstützt wurde, mit 42% der Stimmen das beste Resultat. Die grüne Kandidatin Marlies Bänziger erreichte 31% – die SP hatte sich mit ihrer Empfehlung etwas schwer getan, weil die Linke im Stadtrat bereits gut vertreten ist. Gisela Beutler von der SVP kam auf 26%. Die Wahlbeteiligung lag bei 48,6%. Im Juli bestimmten die Winterthurerinnen und Winterthurer dann bei einer Beteiligung von 35,6% **Michael Künzle (cvp)** zum neuen Stadtrat. Er erreichte 61% der Stimmen, auf Marlies Bänziger (gp) entfielen 36,8%. Gisela Beutler (svp) war nicht mehr angetreten, und die SVP hatte den bürgerlichen Kandidaten zur Wahl empfohlen. Damit besteht der Winterthurer Stadtrat weiterhin aus 3 SP, 2 FDP, 1 CVP und 1 EVP.³⁸

WAHLEN

DATUM: 12.02.2006

STEPHAN SCHOENHOLTZ

Eine **zweifache Ersatzwahl** wurde im St. Galler Stadtrat (Exekutive) notwendig, als nach Hubert Schlegel (fdp) auch Stadtpräsident Franz Hagmann (cvp) im Juni seinen gesundheitsbedingten Rücktritt erklärte. Die zwei neu zu besetzende Mandate machten eine Neuverteilung der Mehrheitsverhältnisse in der 5-köpfigen Stadtregierung durchaus möglich und führten zu einer politischen Richtungswahl. CVP und FDP, die bisher je 2 Sitze inne hatten, standen vor der Aufgabe, ihre klare bürgerliche Mehrheit in der städtischen Regierung zu verteidigen. Die SP sah ihre Chance, auf Kosten einer der beiden Parteien einen zweiten Sitz zu gewinnen, während die SVP hoffte, endlich mit einem Vertreter in den Stadtrat einziehen zu können. Nach verschiedenen Erwägungen zu einem Wahlbündnis zwischen den drei bürgerlichen Parteien entschieden CVP und FDP, gemeinsam, aber ohne die SVP anzutreten. Dieses Bündnis schaltete insofern jegliche Konkurrenz zwischen den beiden Kandidaten Nino Cozzio (cvp) und Thomas Scheitlin (fdp) aus, als darin auch die Bewerbung Scheitlins für das Amt des Stadtpräsidenten vorgesehen war. Neben diesem bürgerlichen Ticket stellten sich unter anderem Peter Dörflinger (sp) und Heinrich Seger (svp) für die frei werdenden Mandate wie auch für das Stadtpräsidium zur Wahl. Der Wahlkampf ging gleich im ersten Wahlgang **klar zugunsten der Kandidaten von CVP und FDP** aus, die beide das absolute Mehr schafften. Dörflinger von der SP blieb um gut 2000 Stimmen hinter den Gewählten zurück, er machte aber immerhin rund doppelt so viele Stimmen wie der SVP-Kandidat. Auch im Kampf um das **Stadtpräsidium** konnte sich **Thomas Scheitlin (fdp)** klar mit 9660 zu 7219 Stimmen gegen Peter Dörflinger (sp) durchsetzen. Damit behält St.Gallen als einzige grosse Schweizer Stadt eine Regierung mit einer bürgerlichen Mehrheit (2 CVP, 2 FDP, 1 SP). Der SVP gelang es einmal mehr nicht, in einer kantonalen oder städtischen Exekutive Fuss zu fassen.³⁹

WAHLEN

DATUM: 01.06.2008

SABINE HOHL

Bei der Ersatzwahl zur Besetzung des nach dem **Rücktritt von Monika Stocker (gp)** frei gewordenen Sitzes in der Zürcher Exekutive traten Ruth Genner (gp), Mauro Tuena (svp), Michael Burkhard (Jungfreisinnige) und Markus Alder (sd) an. Genner erhielt Unterstützung durch die SP, Burkhard durch FDP und CVP. Bei der Ersatzwahl ging es auch um das **Fortbestehen der links-grünen Mehrheit** im nach der Formel 4 SP, 1 GP, 3 FDP und 1 CVP zusammengesetzten Stadtrat. Genner konnte sich bei der Wahl sehr deutlich durchsetzen, sie lag in allen Wahlkreisen vorn und holte insgesamt 60,2% aller Stimmen. Tuena (svp) erreichte 28,7% der Stimmen, Michael Burkhard 8,2% und Markus Alder 1,0%.⁴⁰

WAHLEN
DATUM: 29.03.2009
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt** von **Stadtpräsident Elmar Ledergerber (sp)** waren das Amt des Stadtpräsidenten und ein Sitz in der Zürcher Exekutive neu zu besetzen. Die SP nominierte Corine Mauch als Stadtpräsidentin und als neues Mitglied des Stadtrats. Die FDP stellte für das Amt der Stadtpräsidentin Kathrin Martelli auf, Chefin des Hochbaudepartements und seit 14 Jahren Stadträtin. Die SVP trat mit Roger Liebi für einen Sitz im Stadtrat an, in dem sie seit 1990 nicht mehr vertreten ist. SVP und FDP unterstützten sich offiziell gegenseitig, führten aber keine gemeinsame Kampagne. Hinter Martelli (fdp) standen zudem CVP, EVP und Grünliberale, hinter Mauch die Grünen. Für den frei gewordenen Sitz in der Exekutive kandidierte auch Ernst Danner (evp). Im ersten Wahlgang wurde Mauch (sp) mit grossem Vorsprung in den Stadtrat gewählt. Liebi (svp) lag fast 30'000 Stimmen hinter ihr zurück. Danner (evp) erhielt nur 4842 Stimmen. Weder Mauch (sp) noch Martelli (fdp) erreichten das absolute Mehr bei der Wahl der Stadtpräsidentin. Martelli lag mit 39'408 Stimmen leicht vor Mauch, die 38'120 Stimmen holte. Gut 4000 Stimmen gingen an Vereinzelte. Die Stadtzürcher SVP war enttäuscht über das schlechte Ergebnis von Liebi, das sie auf mangelnde Unterstützung der FDP zurückführte, und entzog Martelli für den zweiten Wahlgang die Unterstützung. In diesem wurde **Mauch (sp)** mit deutlichem Vorsprung zur Stadtpräsidentin **gewählt**. Mauch holte 41'745 Stimmen, Martelli nur noch 30'851. Mauch konnte sich in allen Wahlkreisen durchsetzen. Sie ist die erste Frau im Zürcher Stadtpräsidium. Martelli (fdp) gab nach ihrer Niederlage ihren Rücktritt als Stadträtin auf die Gesamterneuerungswahlen 2010 hin bekannt.⁴¹

WAHLEN
DATUM: 19.12.2010
MARC BÜHLMANN

Nach 20 Jahren im Amt **trat der Bieler Stadtpräsident Hans Stöckli zurück**, weil er sich künftig auf die nationale Politik zu konzentrieren gedenkt. Der amtierende Nationalrat kündigte nach der Wahl von Simonetta Sommaruga in den Bundesrat an, 2011 für die SP den Ständeratssitz verteidigen zu wollen. Für die Wahl in das Bieler Stadtpräsidium dürfen sich lediglich vollamtliche Gemeinderäte aufstellen lassen. Die Exekutive in Biel besteht aus vier nebenamtlichen und vier vollamtlichen Gemeinderäten. Für die Grünen trat die Gemeinderätin im Nebenamt Barbara Schwickert an. Aber auch der vollamtliche Gemeinderat der FDP, Hubert Klopfenstein meldete sein Interesse an. Seine Kandidatur war deshalb umstritten, weil Klopfenstein aufgrund der Amtszeitbeschränkung 2012 aus der Bieler Exekutive zurücktreten muss. Die **SP** schickte nicht ihren vollamtlichen Gemeinderat Pierre-Yves Moeschler, sondern den nebenamtlichen **Erich Fehr** ins Rennen, der als Nachfolger von Stöckli nominiert vollamtlicher Gemeinderat werden sollte. Allerdings bestritt die SVP die Nomination Fehrs. In Biel können 3'000 (ca. 10% der Stimmberechtigten) Personen mit ihrer Unterschrift einen ausserordentlich zu wählenden Kandidierenden infrage stellen, ansonsten er still nachrutscht. Die SVP reichte 3400 Stimmen ein. Dieses Wahlreferendum spaltete die Bieler SVP. Alle Mandatsträger traten aus der SVP aus und gründeten die Bieler Volkspartei. Somit kam es am 28. November nicht nur zur Neubesetzung des Stadtpräsidiums, sondern auch zu eigentlichen Ersatzwahlen für den Gemeinderat. Die SVP trat dazu mit Beat Feurer an und auch Silvia Steidle, nebenamtliche FDP-Gemeinderätin wollte vollamtliches Mitglied werden. Darüber hinaus kandidierten Alfredo Piazza von der Bürgerbewegung Passerelle sowie der parteilose Antonio Cataldo, der bereits zweimal erfolglos angetreten war. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der Kandidierenden das absolute Mehr, weder für das Vollamt noch für das Stadtpräsidium. Fehr hatte für beide Ämter die meisten Stimmen erreicht. Schwickert lag im Rennen um das Stadtpräsidium allerdings nur 71 Stimmen zurück. Bei der Vollamtswahl war der Rückstand der zweitplatzierten Steidle auf Fehr gross. Zum zweiten Wahlgang wurden für beide Ämter nur noch die zwei Kandidierenden mit den meisten Stimmen zugelassen. Das Nachsehen hatte dabei die SVP, deren Kandidat nur rund 300 Stimmen hinter Steidle lag und auf beachtliche 2648 Stimmen kam. Im zweiten Wahlgang änderte sich an der Reihenfolge nichts und **Fehr wurde nicht nur vollamtlicher Gemeinderat sondern auch Stadtpräsident**. Der Vorsprung auf Schwickert hatte sich auf 650 Stimmen vergrössert. Damit war nun der nebenamtliche Gemeinderatssitz vakant, für den die gleichen Spielregeln gelten. Wird der von der SP nominierte Nachfolger nicht bestritten, gilt er als still gewählt. Die SVP hatte bereits Ende Berichtsjahr angekündigt, wieder 3000 Unterschriften sammeln zu wollen. Das gesamte Wahlverfahren für den Gemeinderat wird in Zukunft einfacher werden. Im Berichtsjahr wurde in einer Volksabstimmung die Bieler Exekutive auf fünf vollamtliche Sitze verkleinert und Doppelmandate verboten. Diese Regelung wird erstmals 2012 bei den Gesamterneuerungswahlen zur Anwendung kommen.⁴²

WAHLEN
DATUM: 27.01.2011
MARC BÜHLMANN

Teres Liechti Gertsch rückte als **Nachfolgerin des 2010 gewählten Stadtpräsidenten Erich Fehr** als Mitglied für den nebenamtlichen Gemeinderat nach. In Biel bestimmt die Partei, bei der ausserordentlich ein Sitz frei wird, wer nachnominiert wird. Falls niemand ein Referendum mit 3 000 Unterschriften dagegen ergreift, gilt die Person als gewählt. Die SVP war 2010 mit einem solchen Referendum für die Nachfolge von Hans Stöckli erfolgreich und hatte angekündigt, dieses erneut ergreifen zu wollen. Anfang Berichtsjahr schätzte sie dann aber den personellen Aufwand als zu gross ein und verzichtete. Liechti wird allerdings nur noch bis Ende 2012 nebenamtliche Gemeinderätin sein, weil ab 2013 die Bieler Exekutive nur noch aus fünf hauptamtlichen Gemeinderäten bestehen wird.⁴³

WAHLEN
DATUM: 26.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mit dem gleichzeitigen Rücktritt von Verena Gick (fdp) und Ernst Wohlwend (sp), der 20 Jahre im Amt und seit 2002 auch Stadtpräsident war, **mussten in Winterthur Ersatzwahlen sowohl für den siebenköpfigen Stadtrat als auch für das Stadtpräsidium abgehalten werden**. Der Kampf um das Präsidialamt, das die SP 2002 erstmals mit Wohlwend in Besitz nehmen konnte, wurde von der CVP angeführt: sie griff mit Polizeivorsteher Michael Künzle an. Die zwei verbliebenen SP-Stadträte – Pearl Pedernana und Nicolas Galladé – stellten sich für ihre Partei hingegen nicht zur Verfügung, so dass die neu portierte Gemeinderätin Yvonne Beutler nicht nur den vakanten SP-Stadtratsitze, sondern auch das Präsidium verteidigen sollte. Obwohl sie bei den letzten Gesamterneuerungswahlen für den Gemeinderat (Legislative) das beste Resultat erzielt hatte, wurden ihr gegen den amtierenden und über die Parteigrenzen hinaus beliebten Künzle kaum Chancen eingeräumt. Die FDP wollte ihren frei werdenden Sitz mit Barbara Günthard-Maier verteidigen. Drei Parteien ritten einen Angriff auf den Stadtrat: bei der SVP, die ihren vor zehn Jahren verlorenen Sitz zurückerobern wollte, hatte die Kronfavoritin Natalie Rickli früh abgesagt. Die Volkspartei schickte deshalb Kantonsrat René Isler ins Rennen. Die EVP wollte mit Nik Gugger, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2010 das absolute Mehr zwar erreicht hatte, als Überzähliger aber ausgeschieden war, und die GLP mit Kantonsrat Michael Zeugin in die Winterthurer Stadtregierung einziehen. Mit einem deutlichen Vorsprung **wurde Michael Künzle zum Stadtpräsidenten gewählt**. Er konnte mit 15'104 Stimmen fast doppelt so viele Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Yvonne Beutler (7'937 Stimmen). Allerdings schaffte die Sozialdemokratin die Verteidigung des SP-Sitzes im Stadtrat ebenfalls klar. Sie übersprang mit 11'892 Stimmen das absolute Mehr als einzige. Die FDP konnte ihren Sitz im ersten Wahlgang hingegen nicht verteidigen: Barbara Günthard-Maier (7'846 Stimmen) lag gar noch hinter Michael Zeugin (7'911 Stimmen). Obwohl René Isler (6'360 Stimmen) noch hinter Nik Gugger (6'393 Stimmen) lag, trat er wie Günthard-Maier und Zeugin noch einmal an. Die Juso schickte den 19jährigen Simon Walter in den zweiten Wahlgang, weil sie eine rein bürgerliche Auswahl verhindern wollte. Es war schliesslich diese Juso-Kandidatur – so wurde jedenfalls in der Presse gemutmasst – **die der FDP zur Verteidigung ihres Sitzes verhalf**. Im zweiten Wahlgang obsiegte Barbara Günthard-Maier nämlich mit 6'843 Stimmen knapp vor Michael Zeugin (6'587), der wahrscheinlich einige Stimmen an Simon Walter (1'303 Stimmen) verloren hatte. Die SVP mit René Isler (4'786) konnte hingegen nicht in die Entscheidung eingreifen. Die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang lag mit 42,8% mehr als zehn Prozentpunkte höher als beim zweiten (31,3%), was wohl ein weiterer Erklärungsfaktor für die erfolgreiche Verteidigung des FDP-Sitzes war. Die auffällig hohe Zahl an ungültigen Stimmen im ersten Umgang – rund 13% der Wahlzettel zählten nicht – war darauf zurückzuführen, dass viele Wählerinnen und Wähler Michael Künzle zweimal auf den Wahlzettel aufführten, obwohl er als Amtierender nur für das Präsidialamt, natürlich aber nicht für den Stadtrat antrat.⁴⁴

WAHLEN
DATUM: 04.11.2012
MARC BÜHLMANN

Die Wahl von Pierre Maudet (fdp) in den Genfer Regierungsrat zog **Ersatzwahlen für die Stadtregierung** nach sich. Schon kurz nach der Wahl des früheren Maire in die kantonale Exekutive fing sich das Kandidatenkarussell für die Nachfolge zu drehen. Die SVP, die als Gegenzug für ihre Unterstützung für Stauffer (mcg) bei den Ersatzwahlen in den Genfer Staatsrat vom MCG unterstützt wurde, nominierte den Gemeinderat Eric Bertinat. Aber auch die FDP und die CVP kündigten ihre Absicht an, den bürgerlichen Sitz in der linksgrün dominierten Stadtregierung verteidigen zu wollen – erst vor einem Jahr war die Zusammensetzung 2 SP, 1 GP, 1 Ensemble à Gauche (EaG), 1 FDP bestätigt worden. Die Linke hatte damals allerdings auf Kosten des MCG die Mehrheit im Parlament der Stadt verloren. Trotz dieses Umstandes und der deutlichen Regierungsmehrheit kündigte die Partei der Arbeit die Kandidatur von Salika Wenger an, die allerdings mit Ausnahme der Juso auf keine grosse Unterstützung seitens der SP und

der GP stiess. Für einige Diskussionen sorgte auch die Kandidatenkür der bürgerlichen Entente aus CVP und FDP. Zwar war man sich einig, dass nur eine Kandidatur aufgestellt werden soll, aber sowohl in der FDP als auch in der CVP gab es valable Kandidaten. Erst Mitte August entschloss sich die FDP, ihren Sitz nicht zu verteidigen und stattdessen den CVP-Kandidaten Guillaume Barazzone zu unterstützen. Der FDP gleich tat es die GLP. Die bürgerliche Einheit wurde allerdings noch vor den Wahlen auf eine harte Probe gestellt: bei der einem Gemeindereferendum unterstellten Frage zum Bau von 50 Fussgängerzonen waren die beiden Bündnispartner nicht gleicher Meinung. Als vierter Kandidat und als Unabhängiger stieg Didier Bonny ins Rennen. Bonny war ein Jahr zuvor aus der CVP ausgetreten nachdem ihm Michel Chevrolet als Kandidat für die damaligen Gesamterneuerungswahlen in den Genfer Stadtrat vorgezogen worden war. Es wurde erwartet, dass der eher links der Mitte politisierende Bonny einige Stimmen aus dem linken Lager auf sich vereinen und dass deshalb ein zweiter Wahlgang möglich werden könnte. Dazu kam es dann aber nicht. **Guillaume Barazzone konnte** – erstmals nach 22 Jahren – **für die Christdemokraten den frei gewordenen Sitz und eine Regierungsbeteiligung in der Genfer Stadtexekutive gewinnen**. Er erhielt die Unterstützung von 44,7% der Stadtgenfer Wahlberechtigten (13'232 Stimmen) und damit mehr als doppelt so viele Stimmen wie der zweitplatzierte Eric Bertinat (6'461 Stimmen). Keine Chancen auf einen Wahlsieg hatten auch Salika Wenger (5'963 Stimmen) und Didier Bonny (3'915 Stimmen). Nach dem Wahlerfolg der Entente bei den kantonalen Ersatzwahlen, spielte die Zusammenarbeit also auch auf kommunaler Ebene. Während Bertinat die mangelnden finanziellen Ressourcen beklagte und darauf hinwies, dass die geringe Partizipationsrate – lediglich 27% hatten an den Ersatzwahlen teilgenommen – ein Zeichen für einen Protest gegen die Stadtregierung und die Entente sei, freute sich Wenger über die 20% Wählerstimmen, die einen neuen Rekord für die PdA bedeuteten.⁴⁵

WAHLEN
DATUM: 21.04.2013
MARC BÜHLMANN

Ende Oktober 2012 hatte der **Zürcher Stadtrat Martin Vollenwyder (fdp)** nach 10jähriger Tätigkeit seinen **Rücktritt** per Mai 2013 angekündigt. Die Ersatzwahlen wurden auf den 3. März angesetzt. Die 9-köpfige Zürcher Stadtexekutive war mit 4 SP-, 2 GP-, 2 FDP- und einem CVP-Sitz seit 2010 deutlich in links-grüner Hand, weshalb die FDP den Sitz von Vollenwyder unbedingt verteidigen wollte. Bereits früh brachte sich deshalb der Freisinnige Marco Camin in Stellung. Er startete seinen aufwändigen Wahlkampf bereits im November 2012 und konnte mit der Unterstützung der bürgerlichen Parteien SVP, CVP und EVP rechnen. Die SVP hatte sich früh entscheiden, keinen eigenen Kandidaten zu portieren. Neben Camin bewarben sich Daniel Hodel (glp), Richard Wolff (al) und der Parteilose Toni Stadelmann. Hodels Ziel war eine breitere Mitte-Allianz, während Wolff als stark in der linken Szene vernetzter Experte in Stadtentwicklung in der Exekutive für einen linken Akzent sorgen wollte. Innerlinke Verstimmungen – die Alternative Linke (al), die über einen Wähleranteil von rund 4% verfügte, war im Parlament bei der gemässigten Linken mit extremen Forderungen ab und zu angeeckt – aber auch taktische Überlegungen – insbesondere die befürchteten Schwierigkeiten, bei den 2014 anstehenden Gesamterneuerungswahlen die eigenen Sitze bei einer starken bürgerlichen Minderheit verteidigen zu können – führten dazu, dass die SP Stimmfreigabe beschloss und der ideologisch eigentlich nahe stehende Wolff nur von der Juso und aufgrund eines äusserst knappen Parteibeschlusses auch von der GP offiziell unterstützt wurde. Hodel und Stadelmann fanden jeweils nur Unterstützung in der eigenen Partei. Wie erwartet brachte der erste Wahlgang vom 3. März noch keine Entscheidung, das absolute Mehr (30'339) wurde von keinem der vier Kandidaten übersprungen. Zur Überraschung vieler lag Richard Wolff (al) mit 22'050 Stimmen nur sehr knapp hinter Marco Camin (24'184 Stimmen). Hodel (12'185 Stimmen) und Stadelmann (538 Stimmen) konnten hingegen nicht entscheidend eingreifen. Während Camin fünf Wahlkreise für sich entscheiden konnte, holte Wolff deren vier. Auffallend war, dass Camin in den SVP-Hochburgen zwar einige Stimmen holte, dort die Wahlbeteiligung aber unterdurchschnittlich ausfiel. Camin wurde vorgeworfen, zu wenig pointiert und zu wenig bürgerlich aufgetreten zu sein. In der Presse wurde gemutmasst, dass Camin zu leichtgewichtig sei. Hinter vorgehaltener Hand wurde gar ein Kandidatenwechsel gefordert. Camin selber hob hervor, dass er von den vier Kandidierenden am besten abgeschnitten habe, versprach aber – wohl auch auf Druck der SVP, die Wolff verhindern wollte – seine bürgerliche Position deutlicher zu machen. Insgesamt nahmen am ersten Wahlgang 34,6% der Wahlberechtigten teil. Für den zweiten Umgang, der auf den 21. April angesetzt wurde, zog sich Hodel zurück. Die GLP beschloss gleichzeitig Stimmfreigabe. Stadelmann hingegen wollte noch einmal antreten. Die SP entschied, auch für den zweiten Umgang auf eine Empfehlung zu verzichten; dies wohl auch aufgrund des Mitte März angekündigten Rücktritts ihres Stadtrates Martin Waser (sp). Die von Camin geschalteten, ganzseitigen Inserate mit

verdeutlichter bürgerlicher Position erneteten nicht nur Beifall von Seiten der SVP, sondern sicherten dem Freisinnigen auch die Unterstützung durch die Volkspartei zu. Eher unerwarteten Sukkurs erhielt Camin auch vom grünen Stadtrat Daniel Leupi, der sich für eine angemessene bürgerliche Vertretung in der Stadtexekutive aussprach. Schliesslich schaltete auch die CVP Inserate, auf denen sie vor Wolff warnten und Camin empfahlen. Wolff selber machte sich noch einmal für Wohnungsfragen und den gemeinnützigen Wohnungsbau, aber auch für den öffentlichen und den Langsamverkehr stark. Die Bemühungen der Bürgerlichen wurden nicht belohnt. Wohl auch aufgrund der geringen Stimmbeteiligung von 28,3% und der besseren Mobilisierung durch die Linke **zog überraschend Richard Wolff und nicht Marco Camin in die Zürcher Stadtexekutive ein**. Camin, der mit 26'865 Stimmen nur gerade 695 Zähler hinter Wolff (27'550 Stimmen) lag, – Stadelmann kam auf lediglich 761 Stimmen – wurde erneut vorgeworfen, dass er das bürgerliche Profil zu lange weichgezeichnet habe. In der bürgerlichen Presse wurde des Weiteren die Frage gestellt, ob sich Wolff vom oppositionellen Linksaussen tatsächlich zum Exekutivpolitiker wandeln würde. Erschwerend kam hinzu, dass Wolff ausgerechnet das Polizeidepartement zugewiesen wurde. Dies wurde von linker Seite zwar als Vertrauensbeweis, von rechts aber als Affront gewertet: ein „Aktivistenfreund“ sollte nicht Polizeivorstand sein dürfen, liess sich etwa die SVP vernehmen. Als Folge der Wahlschlappe schworen sich die Bürgerlichen, allen voran die enttäuschte FDP und die „tief besorgte“ SVP auf die anstehenden Gesamterneuerungswahlen ein. Ein bürgerlicher Schulterschluss sei jetzt erst recht von Nöten. Bald nach den Ersatzwahlen brachten sich mit den Nationalräten Doris Fiala (fdp) und Filippo Leutenegger (fdp) zwei Schwergewichte für die Wahlen 2014 ins Gespräch. Auch die Linke kündigte Mitte September – nachdem sich Wolff ein paar Mal bewähren konnte – einen Schulterschluss für die Wahlen 2014 an, mit dem die Verteidigung der sieben Sitze gelingen sollte.⁴⁶

WAHLEN
DATUM: 30.11.2014
MARC BÜHLMANN

Anfang Juni erklärte **Fredy Brunner (fdp)** seinen **Rücktritt per Ende März 2015** aus dem fünfköpfigen St. Galler Stadtrat, der mit zwei FDP-, zwei CVP- und einem parteilosen Regierungsmitglied besetzt ist. In einer knappen parteiinternen Ausmarchung zwischen Barbara Frei und Marco Huwiler entschieden sich die FDP-Delegierten für die 56-jährige Stadtparlamentarierin, die den Sitz verteidigen sollte. Die SP kündigte früh an, den FDP-Sitz anzugreifen und den 2012 verlorenen Sitz wieder zurückholen zu wollen. Die SP war zwar wählerstärkste Stadtpartei, hatte ihre Regierungsbeteiligung aber nach 94 Jahren ununterbrochener Exekutivpräsenz bei den letzten Wahlen 2012 verloren. Die Genossen schickten den **Bezirksgerichtspräsidenten Peter Jans (sp)** ins Rennen. Die SVP verzichtete hingegen, nachdem sie keine überzeugende Kandidatur aufbauen konnte. Auch die CVP – als traditionelle Partnerin der FDP in der Stadt St. Gallen – wollte nicht an den Ersatzwahlen teilnehmen, wie auch die GLP und die GP. Es kam somit zu einem Zweikampf zwischen Jans und Frei, der nur vom parteilosen This Bürge, Sekretär der Organisation Solidarische Schweiz, gestört wurde. Dieses Szenario sprach eher für die FDP-Kandidatin, weil für sie ein geschlossener Bürgerblock zum Sieg reichte, während Jans auch Stimmen aus der Mitte benötigte. Diese konnten ev. aus der CVP und der BDP stammen, die beide keine Wahlempfehlung abgaben. Frei wurde allerdings von der SVP und vom städtischen Gewerbe unterstützt. Jans erhielt Wahlempfehlungen von den Grünen, der EVP, der GLP sowie städtischen Umweltverbänden und Gewerkschaften. Aufgrund der Kampagne hätte man ein Kopf-an-Kopf-Rennen und einen zweiten Wahlgang erwarten können, das Ergebnis der Ersatzwahl Ende November war dann aber überraschend eindeutig. Anders als erwartet schaffte es Barbara Frei nicht, die bürgerlichen Reihen zu schliessen. Vielmehr schien die städtische St. Galler Wählerschaft den Anspruch der SP auf eine Regierungsbeteiligung anzuerkennen. Letztlich erhielt **Jans** 10'130 Stimmen, also rund 3'000 Stimmen mehr als Frei (7'035 Stimmen) und **übersprang dabei im ersten Wahlgang das absolute Mehr** (9'868 Stimmen). Bürge konnte mit 2'405 Stimmen einen Achtungserfolg feiern. Wohl auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen lag die Wahlbeteiligung relativ hoch bei 45,8%, also noch höher als bei den Gesamterneuerungswahlen von 2012 (40,1%).⁴⁷

WAHLEN
DATUM: 02.04.2017
DIANE PORCELLANA

Matthias Gfeller (ZH, verts) a déposé sa **démission de l'exécutif de la ville de Winterthour** pour des motifs de santé. Pour le remplacer, le PS a nommé Christa Meier comme adversaire au candidat vert Jürg Altwegg. Le parti, estimant que les écologistes n'avaient aucune chance face au candidat bourgeois Daniel Oswald (udc), espérait ainsi renforcer la présence centre-gauche à l'exécutif de la ville. Le PEV a lancé Barbara Huizinga-Kauer. Les Vert'libéraux ont proposé Michael Zeugin, qui avait déjà échoué lors des élections de 2010 et 2012, comme une alternative entre les pôles droit et gauche. Daniel Oswald et Christa Meier partaient favoris grâce à un électorat fort. Le PLR a affiché son soutien pour le seul candidat bourgeois. Le PDC, quant à lui, n'a donné aucune consigne.

Avec une participation de 42.9% et une majorité absolue fixée à 13'268 voix, Daniel Oswald arrive en tête avec 7'451 suffrages. Il est suivi par Christa Meier (6'209 voix), Jürg Altwegg (5'336), Michael Zeugin (4'500) et finalement Barba Huizinga-Kauer (2'127). Pour contrer l'ascension bourgeoise, le PS et le PEV abandonnent la course afin de mettre toutes les chances du côté des verts. Le PLR, le PDC et le PBD recommandent Daniel Oswald. Les Vert'libéraux laissent le choix libre.

Lors du second tour, avec une participation de 35.9%, Jürg Altwegg l'emporte largement avec 14'257 voix contre 8'624 suffrages pour Daniel Oswald. Ainsi, le siège vert est maintenu.⁴⁸

WAHLEN
DATUM: 26.11.2017
DIANE PORCELLANA

En mai 2017, Nino Cozzio (SG, pdc) annonçait sa **démission de l'exécutif de la ville de St-Gall** en raison de son cancer. Pour lui succéder, cinq personnes se sont lancées dans la course, à savoir Boris Tschirky (pdc), Sonja Lüthi (pvl), Jürg Brunner (udc), Ingrid Jacober (verts) et Andri Bösch (jus). Le budget de campagne du candidat PDC avoisinait 50'000 CHF, alors qu'Andri Bösch n'avait prévu que 1'500 CHF et ne pouvait pas compter sur la recommandation du PS.

Lors du premier tour, le 24 septembre 2017, avec une participation de 46%, personne n'a atteint la majorité absolue fixée à 9'976 suffrages. Boris Tschirky arrive en tête avec 6'872 voix, suivi de Sonja Lüthi (5'844 suffrages), Jürg Brunner (3'133 voix), Andri Bösch (2'255 voix) et Ingrid Jacober (1'769 voix).

Pour le deuxième tour, le démocrate-suisse Roland Uhler s'est présenté, sans réelle chance de se faire élire. Le PLR a affiché à nouveau son soutien pour le candidat PDC. Il souhaitait barrer la route à Sonja Lüthi pour maintenir un second siège bourgeois à l'exécutif de la ville. En se distançant de la position de son parti, l'ancien candidat Jürg Brunner supportait Sonja Lüthi. Il accusait Boris Tschirky de faire preuve d'opportunisme. La vert'libérale pouvait également compter sur les voix du PS ainsi que sur l'appui des associations de la nature. Avec une participation plus faible qu'au premier tour, à 40.3%, Sonja Lüthi l'emporte avec 10'096 voix. Son principal adversaire totalise 6'966 suffrages et Roland Uhler 668 voix. Par conséquent, l'exécutif de la ville prend un virage à gauche et le PDC n'est, pour la première fois depuis 100 ans, plus représenté.⁴⁹

WAHLEN
DATUM: 07.07.2019
ELIA HEER

Anfangs April 2019 gab die Winterthurer Finanz-Stadträtin Yvonne Beutler (sp) überraschend ihren Rücktritt bekannt – nur rund ein Jahr nach ihrer von den Medien damals als «glanzvoll» bezeichneten Wiederwahl bei den Stadtratswahlen von 2018, als sie mit Abstand am meisten Stimmen geholt hatte. Beutler begründete ihren Entscheid damit, dass sie eine «neue berufliche Herausforderung» annehmen wolle.

Die **Ersatzwahl** für Beutlers freigewordenen Sitz in der **Winterthurer Stadtregierung** wurde von der Stadt auf den 7. Juli 2019 gelegt. Die SP portierte den 40-jährigen Kaspar Bopp (ZH, sp). Bopp hatte sich 2016 nach vier Jahren im Stadtparlament vorläufig aus der Politik zurückgezogen. Herausgefordert wurde Bopp von der Grünliberalen Annetta Steiner (ZH, glp), welche seit neun Jahren im Stadtparlament politisierte. Bopp und Steiner blieben die einzigen Kandidierenden, denn für die SVP, welche nur ein Jahr zuvor ihren Regierungssitz verloren hatte, meldete sich keine Kandidatin und kein Kandidat und die Partei beschloss stattdessen Stimmfreigabe. Die FDP stellte ebenfalls keine Kandidatur, entschied aber, eine offizielle Wahlempfehlung für Steiner abzugeben.

Für einiges Aufsehen im Wahlkampf sorgte die Wahlempfehlung des VCS, welcher, getreu seinen eigenen Regeln, das kantonale VCS-Vorstandsmitglied Steiner zur Wahl empfahl, was viele Personen aus dem links-grünen Lager empörte.

Insgesamt schienen die beiden Kandidierenden in vielen Positionen übereinzustimmen. Differenzen gab es aber beispielsweise bei der Finanzpolitik oder der Altersvorsorge.

Das Resultat am Wahlsonntag fiel relativ deutlich aus. Kaspar Bopp holte 9'993 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 9'131 Stimmen bereits im ersten Wahlgang. Steiner holte 7'335 Stimmen und musste sich geschlagen geben. Die Stimmbeteiligung betrug 27.7 Prozent. Bopp trat im November 2019 den Posten als Finanzvorsteher an.⁵⁰

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlbeteiligung sank im Vergleich zu 1987 um einen halben Punkt auf 46% und erreichte somit **einen neuen Tiefststand** seit der Einführung des Proporzwahlrechts 1919. Allerdings zeichnete sich eine Verlangsamung des Rückgangs in der Beteiligung ab; ohne die Erweiterung des Kreises der Wahlberechtigten durch die sich stark unterdurchschnittlich beteiligenden 18- und 19jährigen hätte das Niveau der letzten Wahlen wohl gehalten werden können. In elf Kantonen nahm die Wahlbeteiligung gegenüber 1987 ab; deutliche Abweichungen im Vergleich zu den nationalen Tendenzen ergaben sich unter anderem im Tessin, wo die Beteiligung von einem traditionell hohen Niveau noch um über sieben Prozentpunkte auf 67,5% anstieg; das spektakuläre Auftreten einer neuen Partei (Lega) in der traditionellen Tessiner Parteienlandschaft kann als Grund für diese Entwicklung gelten. Im Kanton Jura hingegen sank die Beteiligung um 8,2 Prozentpunkte auf 43,4%. In diesem jungen Kanton scheint die anfänglich sehr hohe politische Mobilisierung wegen des Konflikts um die Kantonsgründung abzuklingen. Die übrigen grösseren Veränderungen – in den Kantonen Glarus, Uri, Obwalden und den beiden Appenzell – betrafen die kleinen Wahlkreise, in denen die Möglichkeit der Auswahl unter mehreren Kandidaten – im Gegensatz zu reinen Bestätigungswahlen – in hohem Masse die Beteiligung bestimmt. Weit überdurchschnittliche Beteiligungen wiesen, abgesehen von den Kantonen Tessin und Schaffhausen – letzterer kennt den Stimmzwang – auch Luzern, Wallis und Solothurn auf. Deutlich unterdurchschnittlich war die Wahlbeteiligung wie schon in früheren Jahren in den protestantischen Kantonen der welschen Schweiz und in Graubünden.

Drei Motive können für die abnehmende Wahlbeteiligung ausgemacht werden. Das erste betrifft das in der Schweiz verbreitete Phänomen, dass sich Enttäuschung über die Regierung nicht vorwiegend im Wechsel zu Nichtregierungsparteien ausdrückt, sondern sich auch in der vorübergehenden oder dauerhaften Abstinenz manifestiert. Ein zweites Motiv liegt in der aus institutionellen Gründen geringeren Bedeutung von Wahlen in der halbdirekten Demokratie. Sachabstimmungen, aber auch Initiative und Referendum bieten für viele genügend Ausdrucksmöglichkeiten für politische Präferenzen. Ausserdem haben die Wahlen in der Schweiz keinen direkten Einfluss auf die Besetzung der Regierung. Schliesslich können in den grossen Wahlkreisen wie Zürich oder Bern die Flut von Listen und Kandidaturen eine derart unübersichtliche Situation schaffen, dass eine Auswahl schwierig wird.⁵¹

-
- 1) Elections cantonales et communales 2016
 - 2) Elections communales et cantonales 2017
 - 3) Elections cantonales et communales 2018
 - 4) Presse vom 8.3. und 9.3.93; AT, 7.1., 12.1., 15.1., 19.1. und 25.2.93; TA, 19.1.93; LNN, 4.3.93.
 - 5) Presse vom 8.3. und 9.3.93; NF, 16.2., 18.2. und 19.2.93.
 - 6) Presse vom 29.3.93; BaZ, 3.3.93; SZ, 10.3. und 25.3.93; LNN und NZZ, 25.3.93.
 - 7) Presse vom 19.4. und 20.4.93; Express, 9.3., 27.3. und 29.3.-3.4.93; Suisse, 14.4.93; LNN, 15.4.93.
 - 8) NZZ, 3.5.93.
 - 9) NZZ und SGT, 3.5.93 und 7.6.93; NZZ und SGT, 29.4.93.
 - 10) DP, 1.7.93; Suisse, 19.8. und 3.9.93; L'Hebdo, 26.8. und 14.10.93; TG, 2.9.93; WoZ, 10.9.93.
 - 11) Presse vom 18.10.93; JdG, 8.10.93; NZZ, 11.10.93.
 - 12) Presse vom 13.4.1994.
 - 13) Presse vom 28.3.94.
 - 14) Presse vom 28.3.1994.
 - 15) Presse vom 18.4. und 19.4.94; Beilage "Bern hat gewählt" in Bund, 19.4.94.
 - 16) Presse vom 2.5.94.
 - 17) Presse vom 30.5.94.
 - 18) Presse vom 25.10.1994.
 - 19) Presse vom 6.4.92; LZ, 8.2.92; NZZ, 26.3.92; TA, 6.4.92.
 - 20) Presse vom 6.4. und 27.4.92; LNN, 19.2. und 13.5.92; LZ, 31.3.92.
 - 21) NZZ, 31.8.92; SN, 8.8., 22.8. und 25.8.92.
 - 22) AT, 7.12. und 21.12.92; LNN, 27.11.92; NZZ, 18.12.92; TA, 19.1.93.
 - 23) Presse vom 19.4.93; Ww, 22.4.93; NQ, 13.4.93.
 - 24) Bresche Magazin, 1993, Nr. 11, S. 4.; ; Presse vom 15.11.93; BZ und BaZ, 16.11.93; Presse vom 19.10.93; L'Hebdo, 11.11.93; JdG, 22.10.93; LNN, 4.11.93.
 - 25) Presse vom 21.2. und 14.3.1994.
 - 26) TA, 28.3. und 3.4.95; LNN, 30.3.95; NZZ, 3.4.95.
 - 27) Presse vom 17.2.92.
 - 28) Presse vom 18.5.92; BT, 7.3.92; Bund, 28.4.92.
 - 29) Presse vom 18.5. und 15.6.92.
 - 30) Presse vom 14.6. und 28.6.93.

- 31) SGT, 17.9. und 28.9.92.
- 32) Bund und BZ, 7.12.92.; Presse vom 7.12.92 und 25.1.93.
- 33) Presse vom 1.11.-4.11. une 15.11.93; 24 Heures, 19.11.93; NQ, 28.9.93.
- 34) Presse vom 7.3. und 8.3.94; NZZ, 17.2.92, 7.1. und 11.2.94; WoZ extra, 18.2.94; LNN, 13.1., 22.1. und 26.2.94; SGT, 7.3.94.
- 35) Presse vom 3.5.93; Presse vom 27.1.93; BZ, 9.3.93; Ww, 18.3.93.
- 36) 24h und LT, 21.1.-25.3.00; NZZ, 7.3.00; TA, 8.3. und 25.3.00; Presse vom 13.3.00; Presse vom 27.3.00.
- 37) TA, 5.1.-20.2.01 und 15.3.-24.3.01; NZZ, 12.1.-24.1.01 und 21.3.01; Presse vom 5.3.01; Presse vom 2.4.01; NZZ und TA, 22.9.01; NZZ und TA, 1.10. und 2.10.01; NZZ und TA, 31.10.01; NZZ und TA, 22.11.01
- 38) TA, 12.-15.4., 28.4., 7.5., 23.5., 9.6. und 23.6.05; NZZ und TA, 6.6.05; NZZ und TA, 11.7.05.
- 39) SGT, 21.6.-16.9.06; SGT, 25.9.06.
- 40) Wahlen vom 1.6.08; Presse vom 2.6.08. Wahlkampf: TA, 1.3., 15.3., 22.3., 5.4., 9.4. und 10.4.08; NZZ, 3.3., 11.-12.3., 1.-2.4., 16.-17.4. und 6.5.08.
- 41) Bund, 3.1.09; TA, 7.1. und 12.1.09; NZZ, 7.1.09; AZ, 20.1.09; LT, 2.2.09; NLZ, 6.2.09; Presse vom 9.2.09; NZZ, 10.2.09; TA, 13.2.09; Presse vom 30.3.09; TA, 9.6.09
- 42) Bund und BZ, 17.7., 10.9. und 16.10.10; Bund und BZ, 29.11.10; Bund und BZ, 30.11.; und 1.12.10; Bund und BZ, 20.12.10; Bund und BZ, 27.9.10
- 43) Bund, 27.1.11; AZ, 28.1.11.
- 44) TA, 14.3., 17.3., 21.3., 3.4. und 30.5.12; TA, 18.6.12; TA, 19.6. und 20.6.12; TA, 27.6.12
- 45) LT, 20.6.12; TG, 22.6., 13.7., 18.7., 14.8., 16.8. und 17.8.12; LT, 18.8. und 18.9.12; TG, 31.10.12; Presse vom 5.11.12
- 46) Presse vom 4.3.13; NZZ, 5.1. und 9.1.13; TA, 16.1.13; NZZ und TA, 18.1. und 23.1.13; NZZ, 31.1. und 12.2.13; NZZ und TA, 16.2.13; NZZ, 17.2.13; Presse vom 22.4.13; NZZ, 24.4.13; WW, 25.4.13; NZZS und So-Bli, 28.4.13; NZZ, 29.4., 16.5., 17.5., 4.6., 5.6., 7.6., 11.9. und 11.11.13; TA, 2.12.13; NZZ, 5.3., 6.3., 11.3., 12.3., 16.3., 30.3., 5.4., 6.4. und 12.4.13.
- 47) SGT, 12.6., 13.6., 24.6., 3.7., 22.8., 22.11.14; SGT, 1.12.14
- 48) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; TA, 2.11., 9.11.16, 3.2., 13.2., 15.2., 17.2., 25.3., 3.4.17
- 49) SGT, 19.12.16, 4.5., 28.6., 14.8., 19.8., 22.8., 24.8., 25.8., 26.8., 30.8., 2.9., 16.9., 19.9., 25.9., 26.9., 2.10., 24.10., 26.10., 2.11., 14.11., 16.11., 20.11.17; NZZ, SGT, 27.11.17
- 50) TA, 4.4.19; NZZ, 2.7., 8.7.19
- 51) Longchamp / Hardmeier (1991): VOX-Analyse der Nationalratswahlen 1991.